

3 – Budget primitif 2014

Groupe communiste – Yann VINCE (Rezé)

Monsieur le président, chers collègues,

Depuis le début de ce mandat, les élus communistes, portent une appréciation positive sur le haut niveau d'investissement de Nantes Métropole. Les projets structurants prévus pour 2014, je pense en particulier au réaménagement de la gare de Nantes, au transfert du CHU, au grand projet urbain de Mellinet, à la salle sportive métropolitaine de Rezé, aux nouveaux parkings-relais ou encore au démarrage des travaux de modernisation de l'usine de l'eau, tout cela témoigne d'une véritable ambition pour notre territoire. Cette ambition a bénéficié à l'ensemble des communes de la métropole et je crois pouvoir dire que l'ensemble des politiques publiques ont été mieux portées par l'ensemble des élus communautaires.

Notre conseil communautaire ne saurait délibérer sur ce budget sans prendre la mesure des difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Nous agissons dans un contexte économique dégradé. La situation de l'emploi, à peine meilleure ici qu'au plan régional, (sans doute grâce au dynamisme de l'aéronautique, de l'agro-alimentaire et du développement des emplois tertiaires) préoccupe à juste raison les habitants de l'agglomération. L'avenir d'Arcelor-Mittal à Indre, d'Alcatel-Lucent à Orvault, les annonces désastreuses faites par le groupe EADS au plan européen, tout cela ne favorise guère l'optimisme. La politique de rigueur vécue par les salariés comme une nouvelle cure d'austérité se vérifie dans les conditions même d'évolution des finances publiques. Ainsi, la mise à contribution des collectivités à l'effort national de redressement des comptes publics risque de conduire ces mêmes collectivités à restreindre leurs capacités budgétaires tandis que les besoins sociaux des habitants se font toujours plus pressants.

Nos propres marges de manœuvre sont réduites, le recours à l'autofinancement devenant de plus en plus la règle. La suppression de la Taxe professionnelle s'est traduite par un report

de fiscalité sur les ménages et les baisses de dotations et compensations de l'Etat s'élèveront pour 2014 à 5 millions d'euros. Dans le même temps les moyens humains et matériels permettant de mettre en œuvre les politiques publiques que nous déployons, sous couvert de maîtrise, tendent à rétrécir comme peau de chagrin. Au sein même de nos collectivités les agents de nos services publics s'inquiètent à juste raison d'un accroissement de la précarité, du gel des effectifs et du blocage des grilles indiciaires de la Fonction publique territoriale.

Si je développe cette argumentation c'est pour mieux mettre en perspective la justesse des choix politiques que met en œuvre Nantes Métropole. Je pense en particulier à l'effort en matière de logements dans le cadre d'une politique de renouvellement urbain offensive, au renforcement de l'intervention de la métropole en matière de développement économique, comme en témoigne le soutien à l'IRT Jules Verne, ou encore à la politique ambitieuse d'économie d'énergies, politique que j'ai pu conduire dans le domaine de l'éclairage public et qui a permis de contenir la facture énergétique tout en sécurisant notre patrimoine et en adaptant aux différents espaces publics le niveau et la qualité d'éclairage. Avec 248 millions d'euros d'investissements – dont près de 23 sur les investissements du budget de l'eau – un maintien des taux de la fiscalité sur les ménages, et une recette attendue du Versement Transport, dont le taux avait été porté à son seuil maximum il y a deux ans, de 136,6 millions d'euros, Nantes Métropole se dote d'un budget conséquent, ce dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Alors quand j'entends la droite hurler sur les impôts et les taxes toujours trop lourds, elle me fait penser à cette citation de Mark Twain qu'elle semble faire sienne : « La seule différence entre la taxation et la taxidermie est qu'avec la taxidermie on sauve sa peau ». A quoi je réponds qu'en effet en matière de taxidermie la droite est sans doute experte : sauver la peau des riches, c'est sa spécialité ! Alors oui, chers collègues, les élus communistes voteront ce budget.

Avant de conclure, je voudrais évoquer deux observations :

L'une concerne la création de l'Agence Foncière Locale qui permettra, dès 2014, de diversifier les sources de financement et devraient favoriser une diminution des conditions financières tant sur les taux que sur les marges appliquées par les partenaires bancaires. Pour les élus communistes, il s'agit là d'un premier pas positif desserrant le carcan qui pèse sur les collectivités dans ses relations avec le système bancaire. Une ébauche de ce que pourrait être un véritable pôle bancaire et financier au service de réorientation du crédit et des pratiques bancaires sur tout le territoire.

L'autre observation concerne les retours aux communes, en particulier les 31,8 millions d'euros de la dotation de solidarité communautaire. Nous considérons que cette manne devrait être mise au service des grandes politiques publiques que nous conduisons, je pense en particulier, aux efforts en matière de construction de logements sociaux.

Je vous remercie de votre attention.